

**REPERTOIRE N°189/GCC**

**DU 14 SEPTEMBRE 2018**

**DECISION N°189/CC DU 14 SEPTEMBRE 2018  
RELATIVE À LA REQUÊTE PRÉSENTÉE PAR MONSIEUR  
BERTRAND LUCIEN IBINGA MIHINDOU, CANDIDAT  
TÊTE DE LISTE DE CANDIDATURES DU PARTI  
DEMOCRATIQUE GABONAIS, TENDANT À  
L'INVALIDATION DE LA CANDIDATURE DE MADAME  
JENNY VANESSA BOUANGA, CANDIDATE SUR LA LISTE  
DE CANDIDATURES DU PARTI RASSEMBLEMENT  
HERITAGE ET MODERNITE A L'ELECTION DES MEMBRES  
DES CONSEILS DEPARTEMENTAUX ET DES CONSEILS  
MUNICIPAUX DU 06 OCTOBRE 2018 AU DEPARTEMENT  
DE LA BASSE BANIO, PROVINCE DE LA NYANGA**

**AU NOM DU PEUPLE GABONAIS**

**LA COUR CONSTITUTIONNELLE,**

**Vu** la requête enregistrée au Greffe de la Cour le 7 septembre 2018, sous le n°224/GCC, par laquelle Monsieur Bertrand Lucien IBINGA MIHINDOU, demeurant à Libreville boîte postale 18013, candidat tête de liste du Parti Démocratique Gabonais à l'élection des membres des conseils départementaux et des conseils municipaux du 06 octobre 2018, au Département de la Basse-Banio, Province de la Nyanga, ayant pour conseil Maître Tony Serge MINKO MI

NDONG, Avocat au Barreau du Gabon, boîte postale 13969 Libreville, a saisi la Cour Constitutionnelle aux fins d'invalidation de la candidature de Madame Jenny Vanessa BOUANGA, candidate sur la liste de candidatures du parti politique Rassemblement Héritage et Modernité conduite par Monsieur Jean Romuald NGOMA à l'élection des membres des conseils départementaux et des conseils municipaux du 06 octobre 2018 dans le Département de la Basse-Banio, Province de la Nyanga ;

**Vu** la Constitution ;

**Vu** la Loi Organique n°9/91 du 26 septembre 1991 sur la Cour Constitutionnelle, modifiée par l'Ordonnance n°00005/PR/2018 du 26 janvier 2018;

**Vu** le Règlement de Procédure de la Cour Constitutionnelle n°035/CC/06 du 10 novembre 2006, modifié par le Règlement de Procédure n°033/CC/2016 du 29 juin 2016 ;

**Vu** la loi n°07/96 du 12 mars 1996 portant dispositions communes à toutes les élections politiques, modifiée par l'ordonnance n°00004/PR/2018 du 26 janvier 2018;

**Vu** la loi n°19/96 du 15 avril 1996 relative à l'élection des membres des conseils départementaux et des conseils municipaux.

### **Le Rapporteur ayant été entendu**

**1 – Considérant** que par requête susvisée, Monsieur Bertrand Lucien IBINGA MIHINDOU, demeurant à Libreville boîte postale 18013, candidat tête de liste du Parti Démocratique Gabonais à l'élection des membres des conseils départementaux et des conseils municipaux du 6 octobre 2018

ayant pour conseil Maître Tony Serge MINKO MI NDONG, Avocat au Barreau du Gabon, boîte postale 13969 Libreville, a saisi la Cour Constitutionnelle aux fins d'invalidation de la candidature de Madame Jenny Vanessa BOUANGA, candidate sur la liste de candidatures du parti politique Rassemblement Héritage et Modernité conduite par Monsieur Jean Romuald NGOMA, à l'élection des membres des conseils départementaux et des conseils municipaux du 06 octobre 2018 dans le Département de la Basse-Banio, Province de la Nyanga ;

**2 – Considérant** qu'au soutien de sa requête, Monsieur Bertrand Lucien IBINGA MIHINDOU fait valoir qu'à la suite de la publication par le Centre Gabonais des Elections de la liste des candidatures validées pour l'élection des membres du Conseil Départemental de la Basse-Banio, il lui a été donné de constater que la liste des candidats du parti politique Rassemblement Héritage et Modernité conduite par Monsieur Jean Romuald NGOMA a été validée ; que Madame Jenny Vanessa BOUANGA dont le nom figure à la 12<sup>ème</sup> place de ladite liste demeure à date adhérente du Parti Démocratique Gabonais puisqu'elle est toujours régulièrement inscrite sur les registres dudit parti politique ;

**3 – Considérant** que pour étayer ses allégations, le requérant joint à sa requête la fiche de réinscription au Parti Démocratique Gabonais délivrée à Madame Jenny Vanessa BOUANGA à Tchibanga le 1<sup>er</sup> mars 2017 ;

**4 – Considérant** qu'aux termes de l'alinéa 3 de l'article 62, de la loi n°7/96 du 12 mars 1996 modifiée, susvisée, tout membre adhérent à un parti politique légalement reconnu ne peut, sans démission préalable de celui-ci, dans un délai de quatre mois au moins avant le scrutin, être investi par un autre

parti politique ou se présenter comme candidat indépendant ou figurer sur une liste de candidats indépendants;

**5 – Considérant** qu'il résulte des pièces du dossier que le requérant a produit la fiche d'adhésion au Parti Démocratique Gabonais de Madame Jenny Vanessa BOUANGA, laquelle figure sur la liste de candidatures investie par le parti politique Rassemblement Héritage et Modernité conduite par Monsieur Jean Romuald NGOMA à l'élection des membres des conseils départementaux et des conseils municipaux du 06 octobre 2018 dans le Département de la Basse Banio, Province de la Nyanga ; qu'en l'absence au dossier de la démission de la mise en cause du Parti Démocratique Gabonais, sa candidature doit être invalidée ;

**6 – Considérant** que l'article 62 in fine de la loi n°7/96 du 12 mars 1996 modifiée, susvisée prévoit que chaque liste doit comporter un nombre de candidats égal au nombre de sièges attribués à la circonscription ou à la section électorale concernée ; qu'en vertu des dispositions de l'article 60 in fine de la même loi, dans le cadre du scrutin de listes, aucun candidat n'est admis à se retirer après le dépôt de la déclaration de candidatures ; qu'il s'agit là d'un système de liste bloquée où la candidature est formée par l'ensemble des colistiers ; que le remplacement d'un candidat n'est pas admis sauf dans les cas prévus par l'article 63 de la loi n°7/96 du 12 mars 1996 précitée, en cas de décès d'un candidat au cours de la campagne électorale ;

**7 – Considérant** qu'il résulte de l'article 9 du décret n°0819/PR/MISPID du 24 septembre 2013 fixant le nombre des membres des conseils départementaux, des conseils municipaux et des conseils d'arrondissements, que le Département de la Basse-Banio compte 17 sièges ; que la candidature de Madame Jenny Vanessa BOUANGA ayant été invalidée, la liste de



candidatures du parti politique Rassemblement Héritage et Modernité conduite par Monsieur Jean Romuald NGOMA devient incomplète ; que ne remplissant plus les conditions prévues par la loi, cette liste de candidatures doit être invalidée.

## **DECIDE**

**Article 1<sup>er</sup>:** La liste de candidatures du parti politique Rassemblement Héritage et Modernité conduite par Monsieur Jean Romuald NGOMA à l'élection des membres des conseils départementaux et des conseils municipaux du 6 octobre 2018 dans le Département de la Basse-Banio, Province de la Nyanga est invalidée.

**Article 2 :** La présente décision sera notifiée au requérant, au Président de la République, au Premier Ministre, au Président du Sénat, communiquée au Président du Centre Gabonais des Elections et publiée au Journal Officiel de la République Gabonaise ou dans un journal d'annonces légales.

Ainsi délibéré et décidé par la Cour Constitutionnelle en sa séance du quatorze septembre deux mil dix-huit où siégeaient :

**Madame Marie-Madeleine MBORANTSUO**, Président,  
**Madame Louise ANGUE**,  
**Monsieur Christian BAPTISTE QUENTIN ROGOMBE**,  
**Madame Claudine MENVOULA ME NZE ép. ADJEMBIMANDE**,  
**Monsieur François de Paul ADIWA-ANTONY**,  
**Monsieur Christian BIGNOUMBA FERNANDES**,  
**Monsieur Jacques LEBAMA**,  
**Madame Afriquita Dolorès AGONDJO ép. BANYENA**, Membres,  
assistés de Maître **Jean-Laurent TSINGA**, Greffier en Chef.

Et ont signé, le Président et le Greffier en Chef

